

TABLEAU DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Répartition des **70** observations :

- 56 observations sur registre électronique (y compris les observations reçues par email) et celles reçues sur les registres « papier » notées : @ 1 à @ 56 dont il faut retirer les 19 doublons (en bleu dans ce tableau), @7, @8, @9, @13, @14, @15, @16, @17, @18, @19. @20, @21, @22, @24, @25, @26, @34, @54, @ 56 : **37**
- Observations sur registres « papier » : **24**
 - Registre à l’hôtel de ville de Quimper : QUI R1 à QUI R2
 - Registre à l’hôtel communautaire du Pays Fouesnantais (CCPF) : CCPF R1 à CCPF R11
 - Registre en mairie de Fouesnant : FO R1 à FO R3
 - Registre en mairie de Saint-Évarzec : SE R1 à SE R4
 - Registre d’Ergué-Gabéric : ERG R1
 - Registre en mairie de Briec : BRIEC R1
 - Registre en mairie de Bénodet : BEN R1 à BEN R2
- lettres ou documents annexées aux registres d’enquêtes : **8** lettres ou documents (numérotées par lieux de dépôt)
- Observation orale : OO1 (reçue à Quimper) : **1**

Réfé- rences	noms		thèmes	Avis
		Registre électronique		
@ 1	LE GOFF Pascal	Adjoint à l’urbanisme de Plogonnec Demande d’entretien en mairie de Saint-Évarzec le 12/12/25	Activités économiques	Favorable

	Plogonnec 27/11	<p>Lettre jointe, commentaires sur le volet économique du projet</p> <p>Précisions sur les zones économiques :</p> <p><u>« Dans le cadre de l'équilibre des territoires et pour améliorer l'accessibilité des zones d'emplois depuis les pôles et les bourgs voisins et pour répondre aux enjeux de transition écologique que les communes de périphérie de la couronne quimpéroise pourront avoir accès à la réserve foncière inscrite au SCoT pour des projets dits « exceptionnels et stratégiques » afin d'assurer des équilibres territoriaux. »</u></p>	<p>zones</p> <p>équilibre des territoires</p> <p>Proposition de modification de rédaction de prescriptions</p>	Avec recommandations
@ 2	Anonyme 28/11	S'étonne fortement compte tenu du caractère stratégique et structurant de ce projet que ni le Préfet ni la MRAe ne se soient exprimés.	Composition du dossier Avis Préfet et Ae	sans
@3 = @ 5	COTTEN Christophe Concarneau 28/11	<p>Sécurisation de la distribution d'énergie et des Telecom d'intérêt général, jamais évoquée dans le dossier, ce qui représente une lacune qui ne peut pas être corrigée.</p> <p>Joint un courrier développant ce thème.</p> <p>Le courrier rappelle :</p> <p>1) L'avis de la Cour internationale de Justice du 23 juillet 2025 ... : <i>Est d'avis que les traités relatifs aux changements climatiques imposent aux États parties des obligations contraignantes relativement à la protection du système climatique et d'autres composants de l'environnement contre les émissions anthropiques de gaz à effets de serre. Ces obligations sont entre autres les suivantes :</i></p> <p><i>b) les États parties figurant à l'annexe I de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en limitant leurs émissions de gaz à effet de serre et en renforçant leurs puits et réservoirs de gaz à effet de serre.</i></p> <p>Évoque la demande des services de la Préfecture 29 concernant le risque « tempête » dans le dossier de révision du SCOT de CCA.</p> <p>Il conviendra d'intégrer dans le DOO des prescriptions relatives à l'adaptation du bâti vulnérable et d'introduire la définition d'un volet</p>	<p>Transition énergétique</p> <p>Avis Cour internationale de Justice du 23 juillet 2025</p>	Défavorable

		spécifique dans les plans communaux de sauvegarde et le plan intercommunal de sauvegarde. Les réseaux aériens font à l'évidence parties dudit « bâti vulnérable » Le DOO et le PAS sont muets sur ce point, des prescriptions similaires sont d'intérêt général, cela justifiera, à minima <u>une réserve expresse</u> .	Proposition : prescriptions Risque « tempête » sur bâti vulnérable dont réseaux électriques	
@ 4 (e-mail)	Indivision FLOCH Mme LANGLOIS Lanester 27/11	Mme LANGLOIS représentant l'indivision FLOCH propriétaire de parcelles situées zone de Pouldouic à Ergué-Gabéric s'adresse sur ce registre à la commissaire enquêtrice de l'enquête en cours sur la commune de Ergué-Gabéric : modification de PLU. Contribution transmise pour traitement dans l'enquête PLU.	Hors sujet Concerne l'enquête Modification du PLU d'Ergué-Gabéric	sans
@ 5	COTTEN Christophe Concarneau 04/12	Complément à l'observation @ 3 Annexe 1 : lettre adressée à la présidente et aux commissaires de la Commission Régionale de l'Energie le 23 octobre 2024 : Préambule sur l'enfouissement total du réseau Rappel des textes réglementaires Loi modificative du 21 février 2022 : respect des lois et règlements en bord des voies de communication... Nécessité de protection des forêts – attention au déclassement des EBC en contradiction avec l'objectif de neutralité carbone. Annexe 2 : charte « Bonnes pratiques de la gestion de la végétation sous et aux abords des lignes électriques (18 décembre 2006)	Transition énergétique Servitudes Distribution d'énergie	
@ 6	Syndicat Conchylicole Finistère Bretagne Sud	Représenté par son président, M. Kevin WAY Lettre à l'attention de la commission, en copie à M. le Préfet et M. le Président du CRC Bretagne sud		Défavorable

	<p>La gestion des eaux pluviales est insuffisamment détaillée, sans prise en compte du changement climatique (pluies orageuses, lessivages des sols, pollutions bactériennes, marées vertes..)</p> <p>Aucune cartographie des zones à ruissellement préférentiel...</p> <p>4) Impacts du changement climatique et de la submersion marine : un traitement incomplet pour les réseaux et la conchyliculture.</p> <p>Le SCoT traite du risque de submersion uniquement sous l'angle urbanistique sans analyse des conséquences sur les STEP, les réseaux d'eaux usées, les débordements de postes de relèvement, la salinité des rejets pouvant perturber la flore bactérienne épuratrice.</p> <p>Ces points sont critiques : la submersion fragilise directement la qualité sanitaire des eaux littorales et donc la sécurité de production conchylicole.</p> <p>Aucune stratégie n'est présentée</p> <p>5) Absence de mesures opérationnelles dans le DOO pour préserver l'activité conchylicole...</p> <p>Il s'agit d'un manque structurel dans la conception même du SCoT.</p> <p>Le DOO pourrait intégrer des prescriptions pour la préservation des cultures marines dont la conchyliculture ...</p> <p>6) Demandes du Syndicat Conchylicole à la commission d'enquête</p> <p>6.1. La création d'un chapitre spécifique « protection et développement des activités conchylicoles »</p> <p>6.2. L'intégration de prescriptions pour la préservation des cultures marines dont la conchyliculture</p> <p>6.3. L'intégration explicite des polluants émergents et de leurs impacts</p> <p>6.4. Une modélisation des flux de polluants bactériens et chimiques</p> <p>6.5. Un plan de résilience des réseaux d'eaux usées et pluviales face à la submersion et au réchauffement</p> <p>6.6. L'intégration de la conchyliculture dans le calcul de la capacité d'accueil littorale</p>	<p>Risques</p> <p>Submersion marine</p> <p>inondations</p> <p>Demandes et propositions du Syndicat Conchylicole Finistère Bretagne sud</p>	
--	--	---	--

		<p>6.7. La mise en place d'un suivi environnemental renforcé.</p> <p>Conclusion : L'économie conchylicole du bassin de l'Odét est : structurante, en développement, et particulièrement vulnérables aux décisions du SCoT ;</p> <p>Nous demandons que le SCoT soit révisé avant approbation afin d'y intégrer de manière complète et prescriptive la protection des zones conchylicoles, la maîtrise des pollutions et la résilience des réseaux face au changement climatique.</p> <p>Dans cette attente, nous formulons une observation défavorable à ces documents.</p>		
@ 7	SCORDIA Françoise Pleuven 06/12	Report de contribution registre de FOUESNANT : voir FO R 1		doublon
@ 8	SEHEDIC André La Forest- Fouesnant 06/12	Report de contribution registre de FOUESNANT : voir FO R 2		doublon
@ 9	BERROU Monique Pleuven 06/12	Report de contribution registre de FOUESNANT : voir FO R 3		doublon
@ 10	TABORE Yannick Carhaix-Plouguer 10/12	Pour proposer de nouveaux logements sur la commune, demande que Croaz Avalou soit qualifié de « village » pour un projet de construction à concrétiser.	Loi Littoral Croas Avalou Qualification de village La Forêt-Fouesnant	sans
@ 11	Anonyme	Manque d'ambition du SCoT en termes de transports en commun. A minima, l'accès à la gare de Quimper devrait être proposé à l'ensemble des habitants du SCoT en complément des cars scolaires	mobilité	sans

Annexe 2– Tableau des observations - Révision du SCoT de l’Odet EP 25000197 35

@ 12	FERROUELLE Geneviève Pleuven 12/12	Famille RIVIERE demeurant à Kerguilavant à Pleuven, propriétaire d’une parcelle cadastrée 2445 en indivision classée au PLU en zone A souhaiterait passage en U car elle n’est pas exploitée par un agriculteur, pas louée, seulement entretenue par nos soins. En bordure de route avec accès et habitations de chaque côté. Aucun impact sur l’environnement et la nature.	Constructibilité	sans
@ 13	SEHEDIC André 15/12	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R2		doublon
@ 14	FOUCHÉ Bernadette 15/12	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R2 Joint : courrier par Mme Véronique FOUCHÉ LE JEUNE et M. Hubert FOUCHÉ		doublon
@ 15	SCORDIA Françoise 15/12	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R 3		doublon
@ 16	TUDAL Jean-Guy 15/12	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R 4		doublon
@ 17	LE ROCHAIS Yves 15/12	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R 5		doublon
@ 18	Anonyme 15/12	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R 6		doublon
@ 19	TABORE Frédéric 15/12	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R 7		doublon
@ 20	TABORE Dominique 15/12	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R 8		doublon
@ 21	TABORE Julie	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R 9		doublon

	TABORE Marianne 15/12			
@ 22	SEHEDIC 15/12	Report de contribution registre de la CCPF : voir CCPF R 10		doublon
@ 23	BERROU Bertrand Quimper 15/12	Propriétaire à GOUESNAC'H, lieu-dit Kervern, parcelle OA 1081 classée en zone A souhaiterait un classement en U car elle n'est pas exploitée par un agriculteur, n'est pas louée mais simplement entretenue par nos soins. Parcelle située en bordure de route avec accès, des habitations de chaque côté. Aucun impact sur l'environnement et la nature. Demande que le SCoT rende cette parcelle constructible, face à un lotissement, desservie par une route d'une largeur de 6 m à 8 m, desservie par les réseaux. 1 document joint : 1 plan zonage, 1 plan cadastral, 1 vue aérienne.	Constructibilité	sans
@ 24	Anonyme Pleuven 12/12	Report de contribution registre de Saint-Évarzec : voir SE R1		doublon
@ 25	LE GOFF Michel 12/12	Report de contribution registre de Saint-Évarzec : voir SE R2		doublon
@ 26	LE GOFF Pascal 12/12	Élu du Conseil municipal de la commune de Saint-Évarzec Report de contribution registre de Saint-Évarzec : voir SE R 3		doublon
@ 27	GOYAT Daniel Maire de La Forêt- Fouesnant 19/12	M. le Maire de la commune de La Forêt-Fouesnant fait part des remarques suivantes sur le dossier de révision du SCoT de l'Odet : -Secteur de Croas-Avalou : au vu des critères d'identification retenus, ce secteur doit être classé en village et non pas en Secteur Déjà Urbanisé (SDU). Position déjà exprimée :	Loi Littoral Croas Avalou Qualification de village La Forêt-Fouesnant	

		<p>1) Critère du nombre de constructions à usage d’habitation (99 pour le SYMESCOTO contre 104 effectives) conformément aux premières versions du dossier de modification simplifiée du SCoT et comme dans le SCoT actuellement approuvé.</p> <p>2) Critère du lieu de vie et de regroupement, totalement indépendant du bourg, disposant d’équipements et de services structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bar/restaurant/tabac/jeux - Arrêts de bus Breizh Go de la ligne Concarneau – Quimper sur RD 44 très utilisée - Aire de covoiturage - Exploitation agricole (hélicicole) labellisée « bienvenue à la ferme » avec vente de produits et visite de la ferme. <p>Demande à la commission d’enquête de retenir le classement de Coras-Avalou en village, dès lors que ce secteur répond aux critères d’identification des villages appliqués aux secteurs comparables des autres communes du dossier (nombre de constructions, assainissement collectif, commerces) afin d’assurer une équité et une égalité de traitement à l’échelle du SCoT.</p>	<p>Critères réunis :</p> <p>nombre de constructions</p> <p>distance du bourg</p> <p>équipements</p> <p>services</p> <p>Proposition :</p> <p>Classification de village</p>	
@ 28	COTTEN Christophe Concarneau 21/12	<p>Complément des observations précédentes par dépôt de 2 pièces jointes :</p> <p>Pièce n°1 : extrait d’un document « ENEDIS » relatif aux risques climatiques</p> <p>Pièce n°2 : extrait de l’avis de la Préfecture émis pour la CCA sur les risques « tempête », « remontée de nappe », « radon ».</p> <p>Demande d’intégrer dans le DOO des prescriptions spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour adaptation du bâti vulnérable - Introduction d’un volet spécifique dans le PCS et le plan PICS - Concernant le risque de remontées de nappes 	<p>Risques climatiques</p> <p>Propositions de prescriptions concernant les risques climatiques dans le DOO</p>	_____

@ 29	LAURENT Paris 22/12	<p>Le SCoT manque d'ambition. Il doit être pensé à l'échelle de la Cornouaille et non seulement de Quimper jouant le rôle de capitale.</p> <p>Problèmes de déplacements à l'horizon 2050.</p> <p>Nécessité d'améliorer la végétalisation en ville.</p> <p>Qu'est ce qui empêche que la zone d'arrêt minute soit prolongée jusqu'au parking courte durée entre la rue et l'esplanade de la gare pour fluidifier l'accès aux heures d'arrivées ou de départs des trains ?</p> <p>Nécessité de lancer une réflexion à l'échelle du territoire en associant les maires à une enquête sur les besoins de déplacements de leurs administrés.</p> <p>Zones de co-voiturage, plateformes électroniques regroupant les formes de déplacements collectifs et individuels.</p> <p>Voir avec le nouveau prestataire de la QUB pour créer une appli pour s'inscrire. Voir une gestion centralisée des véhicules des institutions pouvant être proposés à la location en dehors des heures de travail.</p> <p>Instaurer des concours entreprise « la plus bougeuse », club « le plus bougeur, favoriser la pratique du sport.</p> <p>Développer le co-voiturage : modèle des aides publiques en Alsace.</p> <p>Lutter contre l'autosolisme.</p> <p>Les transports sont le premier contributeur aux émissions nationales de GES... Nécessité de repenser la mobilité.</p> <p>Mutualiser des parcs de véhicules collectifs. Les frais de garage pourraient également être mutualisés.</p>	<p>Proposition Desserte rue de l'Esplanade</p> <p>Mobilités et déplacements</p> <p>Propositions concernant le développement du covoiturage</p>	Défavorable
@ 30	ROGER Nicole Massy 22/12	Il manque à ce projet les transports en commun !	Mobilités et déplacements	
@ 31	Anonyme 22/12	Censé se projeter sur 20 ans, le SCoT devrait être pensé à l'échelle de la Cornouaille et non aux limites de la circonscription législative.	mobilités et déplacements	Défavorable

@ 32	CROISSANT Olivier Valentigney 22/12	Projet manquant d'ambition pour le mieux-vivre des populations, qualité de la vie, de l'air, de l'environnement ...	PAS	Défavorable
@ 33	FLAMME Marc Brive La Gaillarde 22/12	Projet méritant plus de réflexion pour tenir compte de toutes les solutions de mobilités	Mobilités et déplacements	Défavorable
@ 34	Anonyme 22/12	Report de contribution du registre d'Ergué-Gabéric de la permanence du 17/12. Voir ERG R 1		doublon
@ 35	RISMANN Claude 22/12	Le SCoT manque d'ambition ! Devrait être pensé à l'échelle de la Cornouaille. Invitons nos élus à passer d'une vision clientéliste du droit à une place de parking au pied du lieu où on veut se rendre à une démarche citoyenne responsable mixant les différents modes de déplacements possibles.	Mobilités et déplacements	Défavorable
@ 36	Anonyme 22/12	Projet manquant d'ambition ! Devrait intégrer un vrai projet de mobilités alimenté par une consultation des populations	Mobilités et déplacements	Défavorable
@ 37	Anonyme 22/12	Stop aux projets engageants pour les citoyens ordinaires dont les conséquences sur tous les plans sont mal étudiées à court ou moyen terme.	PAS	Défavorable
@ 38	ZARKA Philippe 22/12	À l'horizon 2050 avec le réchauffement climatique déjà visible sur nos côtes, il n'est pas possible de penser ce troisième millénaire comme un prolongement du second en particulier en termes de déplacements.	Mobilités et déplacements	Défavorable
@ 39	COUSIN Isabelle	Le SCoT manque d'ambition en termes de transport en commun.	Mobilités et déplacements	Défavorable

	Lyon 22/12	A minima, l’accès à la gare de Quimper devrait être proposé à l’ensemble des habitants du périmètre du SCoT en complément des cars scolaires. Les habitants devraient pouvoir penser et favoriser une organisation plus soutenable des déplacements incluant systématiquement les risques d’aggravation du réchauffement climatique.		
@ 40	LE DREFF Denis Saint-Pabu 22/12	Opposé par nature et par essence à toutes formes d’incohérences		Défavorable
@ 41	Anonyme 22/12	Ce projet présente des insuffisances notables en matière de mobilité. Alors que le SCoT est un document de planification à 20 ans, il est conçu à l’échelle institutionnelle actuelle, sans approches du bassin de vie et de déplacements de la Cornouaille dont Quimper est le pôle structurant. Face aux émissions de gaz à effet de serre, le document ne propose pas de stratégie suffisamment structurée pour réduire la dépendance à la voiture individuelle. Les orientations en faveur des transports collectifs, covoiturage, auto-partage, mutualisation de flottes de véhicules et modes actifs sont insuffisamment développées et opérationnelles. Manque une approche territoriale concertée communes/habitants	Mobilités et déplacements	Défavorable
@ 42	Le Maire de Landrévarzec 23/12	Avis émis par la commune : Le conseil municipal, après en avoir délibéré, -Regrette que la zone de Kerdalae classée 1 AUi au PLU ne soit pas valorisée dans ce projet, et que la consommation foncière nécessaire à l’installation et au développement des activités agricoles ne soit pas sanctuarisée. Émet sous ces réserves, un avis favorable sur le projet de révision du SCoT de l’Odet arrêté en juin 2025. Pièce jointe : Avis du conseil municipal en date du 19 décembre 2025	Activités économiques Proposition Zone de Kerdalae Activités agricoles	Favorable sous réserves

@ 43	Jacques Poussan 23/12	Le SCoT oublie les transports publics. Au minimum, l'accès à la gare de Quimper devrait être offert à tous les résidents du périmètre du SCoT en plus des bus scolaires.	Mobilités et déplacements	Défavorable
@ 44	Anonyme 26/12	Et les transports publics	Mobilités et déplacements	sans
@ 45	PASCAL Plogonnec 26/12	<p>Adjoint à l'urbanisme de Plogonnec.</p> <p>Joint une lettre en date du 26/11/2025 apportant des précisions sur le volet : « zones économiques ».</p> <p>Le document rappelle du projet arrêté puis en rouge des commentaires et propositions du déposant :</p> <p>LE PROJET DE SCOT ARRÊTÉ</p> <p>2. DOCUMENT D'ORIENTATIONS ET D'OBJECTIFS</p> <p>Page 34</p> <p>«III.II Organiser une offre lisible et attractive des Zones d'Activités Économiques. Hiérarchiser et organiser l'offre des ZAE : l'armature économique, la différenciation des ZAE à travers l'armature économique, permet de présenter une cartographie lisible des parcs économiques du territoire. Cette armature permet également de s'assurer des équilibres territoriaux et de donner des clés d'optimisation et de régulation foncière. »</p> <p><i>Suit la reproduction de la figure 2 : localisation des parcs labellisés territoire d'industrie et parcs structurants et industriels.</i></p> <p>Remarques du déposant :</p> <p>Le document montre une volonté d'organiser une offre lisible, de hiérarchiser, afin d'équilibrer l'offre du territoire.</p> <p>Comprend qu'il faut avoir la capacité d'offrir de « grands surfaces » pour des projets industriels ou économiques, mais les communes de périphéries de la couronne Quimpéroise devraient avoir accès à cette réserve foncière de 70 ha pour des projets « dits exceptionnels ou stratégiques ».</p>	DOO	

		<p>L'équilibre des territoires se fait aussi économiquement. Il y a des retombées qui ne sont pas prises en compte : taxe d'aménagement, taxe foncière, vie des commerces ...</p> <p>Le déposant cite ensuite les pôles structurants et présente le tableau de la programmation foncière des ZAE du territoire.</p> <p>Or les communes en périphérie bénéficient de structures routières encore sous-exploitées : à Plogonnec, zone de Boutéfélec desservie par la RD 39 depuis la rocade nord de Quimper. Plogonnec a identifié une surface de 4 ha actuellement classée en 2AUi. Actuellement il n'y a plus de terrain disponible en ZA sur notre commune. Cette zone est en continuité de l'urbanisation existante et fait l'objet d'une étude d'assainissement.</p> <p>Rappel du projet de SCoT : ... Le foncier dédié en extension sera destiné à accueillir des entreprises aux besoins fonciers justifiés et répondant aux stratégies économiques des 2 EPCI.</p> <p>Remarque du déposant :</p> <p>Les communes de proximité sont aussi attractives pour leurs bassins de vie dont la main d'œuvre de proximité. (joint un plan de scénario d'aménagement de la zone de Boutéfélec sud. Cette zone à moins de 5 km de la rocade Nord pourrait faire l'objet d'un fléchage comme les autres parcs identifiés.</p> <p>Propositions du déposant :</p> <p>Inscription dans le SCoT III.II organiser une offre lisible et attractive des ZAE :</p> <p>« Dans le cadre de l'équilibre des territoires et pour améliorer l'accessibilité des zones d'emplois depuis les pôles et bourgs voisins et pour répondre aux enjeux de transition écologique, que les communes en périphérie de la couronne quimpéroise pourront avoir accès à la réserve</p>		
--	--	---	--	--

	<p>foncière inscrite au SCoT pour des projets dis « exceptionnels ou stratégiques » afin de s’assurer des équilibres territoriaux.</p> <p>Je demande donc que la parcelle classée 2 AUI pouvant faire l’objet d’une ouverture à l’urbanisation dans les prochaines années soit maintenue au SCoT pour la période 2026-2031, 2031-2036, 2036-2046.</p> <p>Je demande le fléchage de la parcelle YT130 comme parc structurant <u>pour sa proximité</u> avec la couronne quimpéroise et <u>la facilité de son accès</u>.</p> <p><u>DYNAMIQUES AGRICOLES p. 152</u></p> <p>Territoire d’élevage, le territoire du SCoT présente une faible pression agricole foncière ainsi qu’un emploi relativement faible et en baisse depuis 2009. La SAU par exploitation augmente et la population agricole vieillit.</p> <p><u>La problématique algues vertes reste prégnante.</u></p> <p>L’attractivité du milieu agricole doit être soutenue. Il faut favoriser l’agriculture locale et développer les énergies renouvelables, dans l’objectif d’apporter une source de revenu complémentaire aux agriculteurs.</p> <p>Demande du déposant :</p> <p>Remplacer la problématique des algues vertes reste prégnante par « la problématique algues vertes a été bien prise en compte par l’activité agricole, cela dit, il reste quelques secteurs sensibles ».</p> <p><u>LES FRICHES AGRICOLES page 159</u></p> <p>La DDTM a mis au point un inventaire en 2020 des friches agricoles du département.</p> <p>Sur le territoire de l’Odet, il y a près de 4 995 ha de friches agricoles potentielles. Les valeurs par commune sont répertoriées dans le tableau 8. Ces surfaces peuvent être utilisées pour la reconquête agricole, installer un jeune, du regroupement parcellaire ou bien constituer du foncier</p>	<p>Propositions</p> <p>Inscription au volet III.II du SCoT</p> <p>Accès à la réserve foncière pour les communes périphériques de la couronne quimpéroise</p> <p>Fléchage de la parcelle en 2 AUI au PLU de Plogonnec en parc structurant</p> <p>Activités agricoles</p> <p>problématique algues vertes</p>	
--	--	--	--

		<p>disponible pour les mesures de compensation de certains projets d'urbanisme. A l'inverse, être utilisées pour l'artificialisation, l'installation de projets ENR et ainsi ne pas impacter des surfaces agricoles productives. Enfin pour compléter cette liste non exhaustive, les friches peuvent être laissées comme telles pour favoriser la reconquête naturelle et forestière.</p> <p>Le déposant précise :</p> <p>Concernant la rubrique « Friches agricoles » les surfaces indiquées dans le document identifie plutôt des zones A ou N et ne peuvent donc pas servir d'ERC comme indiqué dans le document.</p> <p>Ces surfaces peuvent être utilisées pour la reconquête agricole, installer un jeune, du regroupement parcellaire ou bien constituer du foncier disponible pour les mesures de compensation de certains projets d'urbanisme.</p> <p>Un lien est indiqué pour identifier les friches de Plogonnec dont la surface indiquée au tableau est de 508 ha.</p>	<p>Friches Agricoles</p> <p>Proposition correction de l'identification du projet</p>	
@ 46	ANDRE-BLAIS Tours 26/12	Le SCoT manque d'ambition en termes de transports en commun.	Mobilités et déplacements	Défavorable
@ 47	Anonyme 28/12	<p>Merci à ceux qui sortent des autoroutes de solutions lucratives complètement obsolètes.</p> <p>Beau travail de propositions inventives adaptées aux conditions matérielles de la majorité des habitants de Cornouaille. Assez de partage de parkings et de béton.</p>	Mobilités et déplacements	Favorable
@ 48	Anonyme La Forêt-Fouesnant 28/12	<p>3 documents joints au message sur registre au nom de HERLEDAN Odette et HERLEDAN Jean Marc</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre d'envoi du 23/12/25 (1 page) - Note sur la définition du secteur de Beg Menez (1 page) - 1 extrait de plan cadastral de 2016 (1 page) 	La Forêt-Fouesnant Secteur de Beg Menez Constructibilité	sans

		<p>La note rappelle :</p> <p>La définition du secteur de Beg Menez</p> <ul style="list-style-type: none"> - Référence 1 : rapport de diagnostics paragraphe 9.1.7. <p>Espaces d'occupation urbaines ayant basculé vers occupation naturelle, agricole ou forestière..</p> <ul style="list-style-type: none"> - Référence 2 : évaluation environnementale, page 118 : focus sur le secteur de Beg Menez <p>Le secteur est incomplet : les terrains situés au sud est sont tous bâtis et en continuité avec le secteur. Les données foncières sont obsolètes. Le classement en couloir écologique a été fait sans aucune étude préalable, sans expertise de terrain.</p> <p>La demande pour présenter la trame verte et bleue de la vallée de St Laurent et du village de Beg Menez a été faite en septembre 2017 par la mairie. Aucun document relatif à cette étude n'a pu être fourni.</p> <p>Le déposant donne des détails sur l'état des parcelles bordant la route de Kerdaniou et expliquent que ces terrains n'ont jamais été « naturel » mais travaillés et après l'arrêt des fermes sont devenus des jardins.</p> <p>Situation actuelle désastreuse pour ceux qui ont acquis des propriétés constructibles devenues sans valeur.</p> <p>Cette naturalisation est incompréhensible et demande à être revue.</p>	<p>Trame verte et Bleue</p> <p>Vallée de St Laurent</p>	
@49	Audrey Vezins 28/12	Le SCoT manque d'ambition en termes de transports en commun.	mobilités et déplacements	Défavorable
@ 50	LE BEC Karine Saint-Briac-sur-mer	<p>Concerne des terrains situés au lieu-dit Hent Menez Brug à Clohars-Fouesnant (agglomération de Menez Saint Jean / Clohars Fouesnant).</p> <p>Demande de prise en compte des parcelles C1209 et C1212 mobilisables à court ou moyen terme, en cohérence avec les objectifs de sobriété foncière et de ZAN, en vue d'une évolution ultérieure de 2 AU vers 1AU dans le cadre du PLU.</p> <p>Documents associés :</p>	<p>Clohars-Fouesnant</p> <p>Agglomération de Menez Saint Jean</p> <p>constructibilité</p>	Favorable sous réserves

		<ul style="list-style-type: none"> - 1 lettre adressée à la commission (6 pages) - Annexe 1 : informations de cadastre.gouv sur les parcelles C1209 (surface 6104 m²) et C1212 (surface 2 612 m²) - Annexe 2 : extrait cadastral parcelles C1209 et C1212 - Annexe 3 : photo aérienne Géoportail - Annexe 4 : photo entrée parcelle - Annexe 5 : photos des réseaux à proximité - Annexe 6 : parcelles anthropisées C 1209 et C1212 <p>Résumé de la lettre de Mme Karine LE BEC :</p> <p>1.Reconnaissance de Menez Saint-Jean comme agglomération dans le projet de SCoT</p> <ul style="list-style-type: none"> - Voir page 88 du DOO : plus de 300 constructions...Cette qualification est déterminante tant sur le plan urbanistique que juridique puisqu’elle confère à ce secteur le statut d’agglomération littorale structurée au sens de l’article L.121-8 du Code de l’urbanisme. <p>2. Compatibilité avec la loi Littoral (article L. 121-8)</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parcelles sont situées au sein même de l’agglomération -constituent une dent creuse interne -disposent d’une desserte existante -ne constituent pas une extension diffuse ou isolée -sont déjà classées en zone 2AU. <p>3. Conformité avec les orientations du DOO – article 88</p> <p>4. Respect des objectifs de sobriété foncière et du ZAN : espaces déjà anthropisés, dents creuses, n’entraînent aucune extension du front urbain.</p> <p>5.Intérêt général et cohérence territoriale :</p> <p>L’intégration de ce secteur dans le périmètre urbanisable de Menez Saint-Jean présente plusieurs intérêts pour la collectivité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du tissu urbain existant 		
--	--	---	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> - Valorisation du foncier déjà desservi - Réponse aux besoins de logements dans un contexte littoral tendu - Absence de coût significatif pour la collectivité - Limitation de l'étalement urbain vers des secteurs plus sensibles - Priorité à la mobilisation des fonciers déjà urbanisés ... <p>Conclusion : la déposante sollicite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La prise en compte des parcelles C1209 et C1212 dans le périmètre urbanisable - L'aptitude à l'urbanisation avec un classement en zone 1AU 		
@ 51 (mail)	DERRIEN A.M. La Forêt- Fouesnant 28/12	<p>Concerne le corridor écologique de Beg Ménez à la Forêt-Fouesnant Le secteur tel que défini est incomplet.</p> <p>Ce corridor est totalement absurde dans ce secteur car bon nombre de propriétés sont un seul lot, construites avec de grands jardins, exclus pour certains du village et classées depuis le PLU de 2019 en zone naturelle et corridor écologique, sans évaluation environnementale.</p> <p>Quel intérêt d'avoir mis ce corridor écologique en plein milieu de propriétés bâties, si ce n'est pour ennuyer les propriétaires tout en sachant que les bois et coteaux bordant le St Laurent sont de véritables corridors naturels ?</p> <p>La déposante cite les parcelles AS 63 et 64 appartenant à sa sœur qui a réglé 1000 € de branchement de tout à l'égout et dont elle n'a eu aucun dédommagement par la CCPF alors que son terrain n'était pas constructible ? Pourtant la mairie a attribué un numéro postal et la route d'accès aux parcelles AS 61 à 64 fait plus de 8m de large.....</p> <p>Cette spoliation a eu des conséquences désastreuses pour certaines familles.</p> <p>Demande de corriger la naturalisation des zones naturelles et écologiques dans le secteur de Beg Menez.</p>	<p>La Forêt-Fouesnant Beg-Ménez Continuités écologiques TVB</p> <p>Constructibilité</p>	Défavorable

@ 52	COTTEN Christophe Concarneau 29/12	Complément de la contribution @3 par la décision de la Chambre Régionale des Comptes d'octobre dernier : Note dysfonctionnement dans la gestion des réseaux face à l'aléa tempête par le SDEF et son manque de stratégie en la matière.... 1 document joint : article de Ouest-France du 22/10/2025	Transition énergétique Décision de la Chambre régionale des Comptes de Bretagne	Défavorable
@ 53 (mail)	KERNALEGUEN Landrévarzec 29/12	Conseiller municipal de Landrévarzec s'interroge sur : - AXE II Dynamiques résidentielles et politiques de l'habitat .. Question : souhaiterait s'assurer que les terrains classés en 1 AUH et 2 AUH dans le PLU de Landrévarzec sont bien inscrits dans le projet de révision du SCoT révisé en 2024. - Axe III Emplois et espaces économiques ... Question : les 3 zones suivantes sont-elles bien inscrites dans le projet : ZA de Kerdalaë (doublement de surface, approuvé dans le PLU de 2024), zone de Brunguen et zone du bourg ? - Axe VII – Agriculture.. Le rapport met en évidence une diminution importante d'agriculteurs sur le territoire dans les années à venir. Le projet préconise l'application de la loi ZAN sur les exploitations agricoles. Même avec les friches agricoles, cela ne permettra pas la mise aux normes (en évolution permanente) des exploitations actuelles. Ni de s'installer pour faire des bâtiments (serres, bâtiments d'élevage, pour la transformation de produits)... Les entreprises agricoles sont des entreprises économiques comme les commerces, entreprises artisanales ou industrielles : il est important de ne pas leur interdire de se moderniser en les privant de surfaces qui leur appartiennent.	Équilibre croissance démographique et habitat Activités économiques activités agricoles	sans
@ 54	Anonyme Bénodet 22/12	Report de contribution du registre de Bénodet de la permanence du 22/12. Voir BEN R 1		doublon

@ 55	LEFEBVRE Agnès Fouesnant 29/12	<p><i>Après lecture du dossier jusqu'à saturation, je n'arrive pas à cerner quelle est la sincérité du projet en matière de préservation des ENAF, d'atteindre les objectifs du SRADDET de la région Bretagne ou d'avoir une offre de logements répondant aux besoins des personnes vivant et/ou travaillant sur le territoire ..</i></p> <p><i>De belles déclarations d'intention mais très floues (par exemple : c'est quoi un logement abordable ?) et avec tant de possibilités d'évitement que cela les vide de sens.</i></p> <p><i>Beaucoup de pages pour pas grand-chose.</i></p> <p><i>(Je fais court parce que cette contribution n'aidera pas beaucoup la commission d'enquête dans la rédaction de ses conclusions).</i></p>	Qualité du projet PAS Objectifs du SRADDET Habitat	Défavorable
@ 56	Anonyme Bénodet 22/12	Report de contribution du registre de Bénodet de la permanence du 22/12. Voir BEN R 2		doublon
		Registre Hôtel de ville de Quimper		
QUI R 1 + QUI L 1	Anonyme Quimper 29/12	<p>Page 25 du DOO, il est prescrit un taux de 40% minimal de logements en rénovation urbaine pour QBO.</p> <p>Le SCoT ne peut pas imposer 40% des logements en R.U. à toutes les communes sans distinction et sans avoir fait au préalable un diagnostic sur l'ensemble des communes.</p> <p>En effet on constate aujourd'hui que :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les communes rurales ont un faible potentiel en RU -Les communes du « pôle de la couronne urbaine » ont déjà rénové leur centre urbain et ne pourront donc plus le faire. -La ville centre pourrait le faire encore faut-il pouvoir capter un parc immobilier privé. 	DOO Taux de 40% rénovation urbaine Proposition :	

		<p>L'interprétation des 40% peut prêter à confusion. Il serait plus judicieux de nuancer l'application du taux de 40% aux communes et de le remplacer par le tableau figurant au PLH de QBO (voir copie jointe).</p> <p>Dans le cadre de la révision de leur PLU, les communes ne doivent pas se faire imposer un taux minimum de 40% sans en avoir évalué auparavant leur potentiel de R.U. Elles ne seraient pas traitées sur le même pied d'égalité.</p> <p>Il faut revoir la prescription du SCoT de la page 25.</p> <p>L1 : document joint</p> <ul style="list-style-type: none"> - Action 5 – limiter la consommation foncière pour la production de logements (extrait du P.L.H. de QBO) 	revoir l'application du taux de 40% à remplacer par tableau du PLH de QBO	
QUI R 2	VITTOZ Béatrice 29/12	Il aurait été intéressant d'avoir une répartition plus fine des enveloppes maximales urbanisables dédiées à l'habitat vu l'économie par communes.	Habitat	Sans
		Registre Hôtel communautaire du Pays Fouesnantais (CCPF)		
CCPF R 1	FOUCHÉ Bernadette La Forêt- Fouesnant 12/12	Dépôt d'un courrier au nom de Mme Véronique FOUCHÉ-LEJEUNE et M. Hubert FOUCHÉ	Constructibilité	sans
CCPF R 2	SÉHÉDIC André La Forêt- Fouesnant	Propriétaire de la parcelle AL 127 située route de Kerguidal à Pleuven. Demande que le SCoT permette de rendre cette parcelle constructible étant donné que cette parcelle est entourée de constructions et près du centre commercial de Pleuven et près du collège Kervihan sur Fouesnant	Constructibilité	sans

	12/12	et séparée par la route de la résidence de la Châtaigneraie. Terrain desservi en eau potable et électricité.		
CCPF R 3	SCORDIA Françoise Pleuven 12/12	Même remarque que R 2	Constructibilité	sans
CCPF R 4	TUDAL Jean-Guy La Forêt- Fouesnant 12/12	Depuis une vingtaine d'années, les parcelles 272 et 273 n'ont cessé de changer de classement suivant les projets des municipalités. Aujourd'hui classées en N. Demande de revoir ce classement.	Constructibilité	sans
CCPF R 5	LE ROCHAIS Yves La Forêt- Fouesnant 12/12	Est-il possible d'envisager la modification des limites du village de Beg Menez à la Forêt-Fouesnant et en particulier la limite sud ? Cela permettrait d'intégrer 6 constructions proches de cette limite (compétence SCoT ou PLU ?)	Limites Village de Beg Menez	sans
CCPF R 6	LE SAURE O Kerpol Mousterlin	Conteste qu'on nous impose de conserver des terres agricoles sur Mousterlin alors qu'il n'y a plus d'agriculteurs sur place pour les exploiter. Par contre, il y a une très forte demande de logements. Il faudrait donc plutôt favoriser les logements pour satisfaire la demande.	Loi Littoral	Défavorable
CCPF R 7	TABORE Frédéric La Forêt- Fouesnant 12/12	Propriétaire des parcelles C 805, 807 et 808, route de Kerstrad demande que le SCOT permette à ce secteur d'avoir l'appellation village et agglomération pour permettre à ces parcelles de redevenir constructibles étant desservies pour tous les réseaux (eau, assainissement collectif, électricité).	Loi Littoral Croas Avalou Qualification de village La Forêt-Fouesnant	défavorable
CCPF R 8	TABORE Dominique	Propriétaire d'un terrain C 608 situé dans un petit lotissement au lieudit	Loi Littoral Croas Avalou	Défavorable

	La Forêt-Fouesnant 12/12	Kertauban route de Kerstrad, desservi par tous les réseaux demande que le SCOT permette à ce secteur d'obtenir l'appellation village et agglomération pour rendre ce terrain à nouveau constructible et ainsi proposer de nouveaux logements sur la commune.	Qualification de village La Forêt-Fouesnant	
CCPF R 9	TABORE Julie et Marianne La Forêt-Fouesnant 12/12	Nue propriétaires des parcelles situées rue de Ty Glas, la Forêt-Fouesnant sollicitent une modification du classement actuellement A depuis le PLU pour les parcelles AO 235,236,237,238 et 239.	Constructibilité	Défavorable
CCPF R 10	SEHEDIC La Forêt-Fouesnant 12/12	(usufruitière parcelles référencées R9) A ce jour rien ne justifie le classement de ces parcelles situées au cœur de l'agglomération dans un secteur urbanisé et totalement desservi par les réseaux et où plusieurs constructions vont être réalisées prochainement. Des accès ont été créés pour permettre l'entretien de cet ancien verger qui n'est plus exploité de longue date. Il convient donc de rétablir la constructibilité.	Constructibilité	Défavorable
CCPF R 11	Anonyme Non daté	Les concepteurs du SCoT de l'Odet ont-ils eu connaissance du rapport public par la Banque Centrale Européenne en 2020 (guide relatif lié au climat et à l'environnement qui rappelle que les banques et assurances doivent intégrer systématiquement les risques physiques non seulement submersion marine et toutes ses conséquences sur le littoral et le sous-sol dans leurs analyses de financement et de garanties. (source BCE 2020 guide). Les rédacteurs du SCoT de l'Odet ont-ils pris en compte ces consignes afin de garantir que la traduction communale du ZAN reste cohérente avec les obligations financières et assurantielles, les projets risquant de ne pas être finançables ou assurables demain. (signature illisible) ;	Transition énergétique et climatique gestion des risques inondation et submersion marine	

		Registre en mairie de Fouesnant		
FO R 1	SCARDIA Françoise Pleuven 6/12	Demeurant à Pleuven. Propriétaire de la parcelle AV 008 située à Croas Avalou provenant de la succession SEHEDIC Yves, demande que le SCoT permette à ce secteur d'avoir l'appellation « village » pour rendre cette parcelle constructible.	Loi Littoral Croas Avalou Qualification de village La Forêt-Fouesnant	défavorable
FO R 2	SEHEDIC André La Forêt- Fouesnant 6/12	Propriétaire de la parcelle AV 007 située à Croas Avalou, demande que le SCoT permette à ce secteur d'avoir l'appellation « village » pour rendre cette parcelle constructible, ayant réalisé un garage avec permis de construire.	Loi Littoral Croas Avalou Qualification de village La Forêt-Fouesnant	défavorable
FO R 3	BERROU Monique Pleuven 6/12	Demeurant à Lesquidic en Pleuven, propriétaire de la parcelle C 151, actuellement classée en zone A, demande son passage en U car elle n'est plus exploitée par un agriculteur ni louée, et desservie par la route de Park Leur qui est d'une largeur de 6m à 8 m.	Constructibilité	sans
		Registre en mairie de Saint-Évarzec		
SE R 1 = @ 24	Anonyme Pleuven 12/12	Échanges sur des questions d'urbanisme et la zone de la déchetterie de Kerambris avec les commissaires enquêteurs.		sans
SE R 2 = @ 25	LE GOFF Michel Pleuven 12/12	Demande le changement de classement de la parcelle AK 53 à Pleuven En zone A en zone constructible. Bien que ma demande relève du PLU, j'ai obtenu de nombreux renseignements sur les démarches à effectuer auprès des organismes compétents.	Constructibilité	sans

SE R 3 = @1 = @ 26	LE GOFF Pascal Plogonnec 12/12	Adjoint à l'urbanisme de Plogonnec Complètera sa requête sur le registre dématérialisé concernant le volet économique du SCoT	Activités Économiques zones proposition de modification de rédaction de prescriptions	Favorable avec recommandations
SE R 4	JANNÈS Monique 18/12	<p>1. Ressource en eau :</p> <p>Le territoire n'est pas en mesure de subvenir à ses besoins. Il faudrait sans doute limiter l'accroissement de population, surtout sur la zone côtière. Les contraintes de protection de la ressource reposent sur les zones rurales : les Monts d'Arrée pour la recharge de l'Aulne. A quand une péréquation des taxes foncières du SCoT Odét en faveur des petites communes du Sud en compensation des contraintes imposées ?</p> <p>Avec des moyens financiers limités, ne pas surévaluer la capacité du centre Finistère à fournir de l'eau. Été 2022 à St Rivoal, les ruisseaux étaient à sec. L'eau a ruisselé lors des pluies, mais ne s'enfonce pas en sous-sol.</p> <p>2. Bassins de rétention des zones d'activités</p> <p>Utiliser ces bassins au maximum pour freiner la descente de l'eau vers les cours d'eau en cas de fortes pluies. Aujourd'hui avec 30 mm de pluie, le bassin est rempli à 10%.</p> <p>3. Programme de création de talus</p> <p>Ce programme est à démultiplier sur l'ensemble du territoire du SCoT. Exemple : 1 km linéaire pour 50 ha de SAU.</p> <p>4. Accélérer la mise aux normes de l'assainissement non collectif et surveiller l'efficacité des outils des stations d'assainissement et pompes de relevage sur réseaux et conduites (cas du réseau du Quinquis à Quimper).</p>	<p>Gestion de l'eau Ressources</p> <p>Eaux pluviales</p> <p>Proposition Création de talus 1 km linéaire pour 50 ha de SAU</p> <p>Assainissement</p>	sans

		Registre en mairie d’Ergué-Gabéric		
ERG R1	Anonyme	<p>Accès des bourgs :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les aménagements sont inadaptés aux engins agricoles. -Nécessité de consulter davantage les agriculteurs pour l’aménagement des routes empruntées par ceux-ci. - Ce n’est pas aux exploitants de s’adapter aux extensions urbaines. -Les champs et les bois privés ne sont pas des lieux de promenade, ni de jeux. 	<p>Activités agricoles</p> <p>Mobilités</p>	sans
		Registre de BRIEC		
BRIEC R 1 et BRIEC L1	Mme CLEMENT Et consorts Pleuven 17/12	<p>Demande d’éclaircissements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parcelle AC 165 : cette parcelle est enclavée ; Comment l’accès peut-il se faire si nous devons y accéder dans le futur ? - Parcelle 149 : parcelle accessible via la parcelle construite 207 (maison). Aujourd’hui cette maison 207 est en vente et condamnera l’accès à la parcelle 149 côté Est. Si la parcelle 149 devient en partie constructible, nous n’aurons plus accès au terrain côté Est (149) et n’aurons plus accès au verger de pommiers pour entretien et ramassage. Nous souhaiterions savoir ce qui est prévu comme accès dans le futur ? - L’accès à la parcelle 149 Est pourrait-il se faire par la parcelle 0151 ? <p>Demande la constructibilité de la parcelle 149.</p>	<p>Divers</p> <p>Constructibilité</p>	sans

		Registre de Bénodet		
BEN R 1 + BEN L 1	Anonyme Menez Groas Bénodet 22/12	<p>Propriétaires de la parcelle B 290 depuis 2007 située sur la commune de Bénodet à proximité de l'agglomération de Menez Groas :</p> <p>Lisons dans le dossier d'enquête, tome 6, p113 :</p> <p>L'agglomération est composée de plus de 150 constructions à usage d'habitations et comporte un nombre important d'équipements (commerces, activités artisanales avec une quinzaine d'entreprises). Cependant l'illustration figurant au dossier est coupée en partie haute et ne permet pas d'identifier mes parcelles situées dans cette direction.</p> <p>Renouvelons notre demande présentée le 06/08/2025 d'intégration de ce terrain au sein d'un STECAL dans le cadre du PLU (voir annexe 1). Il nous a été répondu que cette demande serait étudiée lors d'une prochaine révision du PLU (voir annexe 2 du 26/08/2025).</p> <p>Nous avons présenté une nouvelle demande au titre de la loi Alur (annexe 3). Il nous a été répondu que ce type de procédure n'est engagée que pour un intérêt général et non particulier (voir annexe 4 du 5/12/25)</p> <p>L'intérêt général n'est-il pas fait JUSTEMENT pour que chacun puisse se loger.</p> <p>Cette révision du SCot devrait apporter des précisions sur l'étendue de l'agglomération de Menez Groas qui compte plus de 150 constructions à usage d'habitations et pourrait autoriser des constructions ou résidences démontables ou habitations légères constituant un habitat permanent type « tiny house » ou autres....comme il en existe déjà sur la commune de Bénodet (3 à ce jour).</p> <p>Joint : 4 pièces annexes (L1) déposées par M. et Mme HOLLARD – échanges de courriers avec la mairie de Bénodet sur constructibilité de la parcelle B 290, route de Guénodou à Bénodet.</p>	<p>Dossier d'enquête</p> <p>Agglomération de Menez Groas</p> <p>Loi ALUR</p> <p>Proposition tiny houses</p>	favorable

BEN R 2	RIEN – SEHEDIC Marcel et Eliane La Forêt- Fouesnant 22/12	<p>Demeurant 5 allée des Demoiselles à La Forêt-Fouesnant :</p> <p>Après échanges avec la commission d'enquête, déposent un courrier et 2 annexes concernant la parcelle OG 172 située au Raker, quartier résidentiel de la Forêt-Fouesnant qui a perdu son statut constructible lors du PLU de 2019.</p> <p>Voir pièces déposées au chapitre Lettres</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lettre de M. et Mme RIEN-SEHEDIC du 16/12/2025 - 1 liste des arguments positifs pour la restitution de la constructibilité en trois points : contexte réglementaire, situation de la parcelle OG 172, cohérence avec les objectifs du SCoT - Extrait du règlement graphique du PLU situant la parcelle à Pont Raker 	Constructibilité	sans
		Lettres		
CCPF L 1 = CCPF R1	FOUCHÉ- LE JEUNE Véronique et FOUCHÉ Hubert La Forêt- Fouesnant 12/12	<p>Concerne « La Forêt-Fouesnant »</p> <p>Demande de constructibilité des parcelles AM 147 et AO 172 situées dans le lotissement du hameau de la Haie à la Forêt-Fouesnant. Souhaitent s'installer sur cette commune mais terrains déclarés inconstructibles en date du 22 mai 2019 sans justification.</p> <p>Il s'agit de terrains initialement constructibles dont le déclassement n'est pas justifié par des contraintes techniques ou environnementales créant de facto une situation d'inégalité manifeste entre propriétaires. Cette modification de classement serait du reste cohérent avec les objectifs du SCoT.</p> <p>1. <u>Des terrains initialement constructibles lors de la création du lotissement.</u></p> <p>Aucun élément d'évolution du site ne justifie un reclassement en zone inconstructible (aléas naturels, risques, servitudes nouvelles, contraintes environnementales).</p>	<p>Constructibilité</p> <p>Application Loi Littoral</p>	

		<p>Les terrains sont entièrement desservis (voirie, réseaux, accès) et intégrés dans une trame urbaine déjà constituée.</p> <p>2. <u>Une situation d’inégalité entre propriétaires</u> Les parcelles se situent entre deux maisons déjà édifiées et s’insèrent dans la continuité immédiate des constructions environnantes. Cela créer une rupture d’usage (valeur des biens et droit à bâtir). Cette différence de traitement porte atteinte au principe d’égalité entre propriétaires.</p> <p>3. <u>La cohérence avec les objectifs du SCoT</u> Le SCoT vise la limitation de l’étalement urbain, l’optimisation des espaces déjà urbanisés, la densification maîtrisée dans les enveloppes bâties. Or la constructibilité de ces parcelles va dans le sens de ces objectifs : il s’agit d’un comblement de dents creuses, permettant de construire sans ouvrir de nouvelles zones et sans artificialiser d’espaces naturels. La Commune justifie ce déclassement par la volonté de créer une coulée verte. Les parcelles sont de petite taille et enclavées au sein du lotissement, ce qui limite fortement toute fonction écologique ou de continuité verte. Du Reste, elle n’est pas identifiée comme élément de trame verte dans les documents supérieurs.. Elle ne répond pas aux objectifs du SCoT qui visent des continuités écologiques et non symboliques. L’ouverture à la construction permettrait de renforcer la cohérence architecturale du lotissement, de valoriser des terrains déjà viabilisés, de respecter les orientations du SCoT en matière d’urbanisation maîtrisée, sans générer d’impact environnemental ou paysager négatif. Divers documents sont joints : <ul style="list-style-type: none"> - Un document publicitaire sur le hameau de la Haie - Un plan du lotissement indiquant les parcelles en date du 25/06/1969 </p>	<p>et capacité d’accueil</p> <p>Réduction consommation foncière Artificialisation des sols</p> <p>Continuités Écologiques</p>	
--	--	---	---	--

		<ul style="list-style-type: none"> - Une copie de pétition ouverte du 26 août 2025 au 1^{er} novembre 2025 contenant 67 signatures - « Nous demandons que les terrains viabilisés AM 147 et AO 172 situés allée des Pommiers sur le hameau de la Haie à la Forêt-Fouesnant redeviennent constructibles. 	Pétition	
CCPF L 2 = CCPF R2 + CCPF R3	SEHEDIC André La Forêt- Fouesnant	<p>Dépôt de 2 documents en annexes de CCPF R2 et CCPF R3</p> <ul style="list-style-type: none"> -Vue aérienne des parcelles AL 127 et D 344 situées route de Kerguidal à Pleuven. - extrait du plan parcellaire <p>Voir CCPF R 2</p>	Constructibilité	
BRIEC L 1	CLEMENT et Consorts 17/12	Plan de parcelle. Voir observation BRIEC R 1		
BEN L 1	M. et Mme HOLLARD Nadège Bénodet 22/12	<p>4 annexes remises (voir BEN R 1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre du 06/08/2025 au maire de Bénodet - Réponse du 26/08/2025 du maire de Bénodet - Lettre du 02/10/2025 au maire de Bénodet - Réponse du 05/12/2025 du maire de Bénodet 	Constructibilité Menez Groas Bénodet	
BEN L 2	M. et Mme RIEN- SEHEDIC Marcel et Eliane La Forêt- Fouesnant 22/12/	<p>3 annexes remises (voir BEN R 2)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Annexe 1 : Lettre à la commission d’enquête du 16/12/2025 <p>La parcelle OG 172, route du Raker à La Forêt-Fouesnant a perdu son statut constructible en 2019,</p> <p>Pourtant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elle constitue une dent creuse entourée d’une dizaine de maisons ; terrains voisins ouverts à l’urbanisation. - Le SCoT de l’Odet préconise la réhabilitation des dents creuses afin de limiter l’étalement urbain et d’optimiser l’usage des réseaux existants - La parcelle est desservie par les réseaux publics 	<p>Constructibilité</p> <p>La Forêt-Fouesnant</p> <p>Loi Littoral</p> <p>Objectifs du SCoT</p>	

		<ul style="list-style-type: none"> - La loi Littoral autorise l’urbanisation en continuité des quartiers existants <p>Demandons la constructibilité pour répondre aux besoins locaux en logements, tout en respectant les principes de cohérence territoriale et de développement durable fixés par le SCoT.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Annexe 2 : - arguments positifs pour la restitution de la constructibilité : contexte réglementaire, situation de la parcelle OG 172, - cohérence avec les objectifs du SCoT : dent creuse avérée, quartier en développement (de grands terrains ont été ouverts à l’urbanisation 1 Aub et 2 Aub renforçant la cohérence d’un projet constructif sur OG 172 ; les réseaux tout-à-l’égout, électricité et eau sont existants. - Annexe 3 : Extrait du règlement graphique du PLU situant la parcelle à Pont Raker 		
QUI L 1	Anonyme QUIMPER 29/12	<p>Document joint à QUI R1 :</p> <p>2 pages extraites du PLH de QBO (p.113 et p.114) :</p> <p>Action 5 – Limiter la consommation foncière pour la production de logements</p> <ul style="list-style-type: none"> -contexte et enjeux -objectifs de l’action -description de l’action (dont rappel sur les objectifs de production de logements s’élevant à 776 par an, pour la période de 2026 à 2030. 	<p>Réduction de la Consommation Foncière Et taux de renouvellement urbain</p>	


QUI L 2	Mme PLOTARD Martine Landudal 29/12	<p>Lettre remise en main propre à la commission d'enquête le 29/12 : Pourquoi SCoT de l'Odet, alors que l'Odet est très peu présent dans ce document. Pourquoi Cohérence territoriale : Fouesnant et Briec n'ont pas grand-chose à partager, le document en est la preuve.</p> <p>Quimper, ville centrale est aussi ville centrale pour le pays bigouden, le pays de Douarnenez, le pays de Concarneau.. C'est la Préfecture ! Est-ce-que les SCoT voisins la voient comme telle ?</p> <p>Ce document n'a pas de cohérence : il affirme la mainmise de l'État sur Les collectivités.</p> <p>Tout ce verbiage pour arriver à l'objectif ZAN lancé par le plan biodiversité de N. HULOT.</p> <p>L'objectif ZAN du SCoT : conforter l'armature territoriale la ville centre, les pôles urbains, de la couronne et littoraux, tout le reste (13 communes !) pour le pôle rural.</p> <p>D'accord avec la réhabilitation du patrimoine existant, le comblement des dents creuses, la densification de certains secteurs. Avec toutefois des limites pour preuve les métropoles Nantes, Rennes, Brest où l'insécurité progresse. Villes qui étaient encore il y a peu au top des villes où il fait bon vivre. Pourquoi les dynamiques démographiques n'ont-elles pas été étudiées ?</p> <p>Je réside à Landudal depuis 40 ans après 30 ans passés à Paris et Antony. À Landudal, il y a le bien vivre, des services de proximité, supérette, coiffeur, crèche, école (refaite et agrandie, des associations, des sentiers de Randonnée, un marché à la ferme. Landudal, ses pommes et ses paysages.</p> <p>Trouve déplorable le tableau produit jusqu'en 2031 : 20 logts/ha puis 30 logts/ha. Sur 4 000 m² : 6 lots, c'est déjà dense. Tous ont trouvé preneurs, ce sont des primo accédants.</p> <p>La loi ZAN fait flamber le foncier, exemple Briec 90 € le m², 140 € le m² aujourd'hui !</p>	<p>PAS</p> <p>Réduction Consommation foncière</p> <p>Armature Territoriale</p> <p>Avantages Pôle rural</p> <p>Loi ZAN</p>	Défavorable
---------	---	--	---	-------------

		<p>Rappelle l’avis de la MRAe sur la carte communale de Landudal : « ne met pas en œuvre les moyens nécessaires à la préservation des continuités écologiques comme les éléments bocagers présents dans le secteur de Kériou ». Ne voit pas où des talus ont été arrasés pour permettre la construction.</p> <p>Rappelle les bassins de rétention naturels de Landudal : Kerolven, Ruz Ar Gall.</p> <p>Mobilités : Oui les résidents ne travaillent pas sur place. Signale article du Télégramme du 25 novembre 2025 : Pourquoi ça continue de bouillonner route de Bénodet ?</p> <p>Conclusion : encore un schéma ! finira-t-il comme les SDAU au fond d’un tiroir ? C’est à espérer.</p>	<p>Protection de la biodiversité</p> <p>Mobilités</p>	
QUI L 3	Mme PHILIPPE Marie-Hélène Quimper 29/12	<p>Au-delà de l’existence des Trames Vertes et Bleues et des corridors écologiques indiqués dans les documents du SCoT, il est important de renforcer les objectifs et moyens de protection des espaces de fonctionnalités non inclus dans la TVB mais permettant le déplacement des espèces et la protection des habitats dans le cadre des PLU et PLUi.</p> <p>On peut regretter que le SCoT ne fasse pas état de l’existence des ABC (atlas de biodiversité communale) et ABI (atlas de biodiversité intercommunale) et des plans d’actions en relevant qui permettrait de mieux identifier les espaces et éléments du bocage à protéger.</p> <p>Le territoire du SCoT est un territoire peu boisé, il est donc important de privilégier la préservation des bois et forêts existantes, mais également l’implantation de nouvelles surfaces boisées, notamment en périphérie urbaine et lors de création de nouveaux lotissements.</p> <p>La mise en place d’espaces boisés classés et le respect des classements existants, y compris sur des arbres isolés devrait être encouragée.</p> <p>Sur le point de l’implantation des surfaces photovoltaïques en zone naturelle, il est crucial de distinguer les surfaces en friches du fait de</p>	<p>Trame verte et bleue</p> <p>Protection de la biodiversité</p> <p>Proposition Faire état de l’existence des BC et ABI</p> <p>Proposition Implantation de nouvelles surfaces boisées EBC Classement arbres</p>	Favorable Sous réserves

		l’anthropisation (surfaces industrielles ou artisanales abandonnées) des surfaces incultes (mais pouvant être d’un grand intérêt pour la biodiversité ou l’accueil d’espèces protégées (par exemple des landes etc...)).	Transition énergétique et climatique photovoltaïque	
		Observation orale		
QUI 001	GUERROT Jean-Yves Quimper 29/12	<p>Observation recueillie par la commission d’enquête lors de la permanence du 29 décembre 2025 à Quimper :</p> <p>Concernant le lieudit Troguer, parcelles IH 0001 (zone A au PLU en cours) et IK 0105 (zone N au PLU en cours).</p> <p>Le déposant avait un projet de lotissement il y a une dizaine d’années sur le bas de la parcelle IH0001.</p> <p>Demande si cela intéresserait la commune de Quimper de remettre une partie de cette parcelle urbanisable.</p> <p>Concernant la parcelle EI 0110, lieudit Guyon (ancien terrain de football), le déposant désire savoir quel serait le projet de zone artisanale (implantation des bâtiments, nuisances, hauteur des bâtiments etc ..)</p>	Constructibilité	sans

À QUIMPER, le 7 janvier 2026

Pour la commission d’enquête, la présidente



Maryvonne MARTIN